

# Mille milliards pour atteindre la neutralité carbone ?



AMUEL FURFARI

professeur Université Libre de Bruxelles

La majorité du parlement européen (les partis social-chrétien, socialiste et écologiste) a adopté le 15 janvier 2020 le pacte vert pour l'Europe, une résolution en 120 points qui vise la neutralité carbone d'ici 2050. Ils auraient d'ailleurs pu appeler cette résolution «transition juste» puisque cette expression s'y retrouve 15 fois. Qui peut s'opposer à quelque chose de juste ? On peut observer que d'après cette majorité parlementaire, il n'y aura pas de justice sans financement.

Ces députés européens sont en faveur d'un plan d'investissement durable ambitieux pour parvenir à la «transition juste». On retrouve d'ailleurs 49 fois les mots «financement» et ses dérivés. Or les traités de Maastricht ne permettent pas à dix États membres de dépenser de manière considérable l'argent qu'ils n'ont pas.

On perçoit que cette résolution est la promesse qui va permettre d'amplifier les politiques keynésiennes en vue de relancer l'économie européenne poussive par les dépenses publiques, c'est-à-dire en fine par levée de nouvelles taxes, qu'elles soient appelées «carbone» ou autrement. Pour preuve, cette résolution «se félicite de la proposition prévue d'une révision de la directive sur la taxation de l'énergie».

La Commission européenne propose un plan sur dix ans visant à accélérer la transition climatique de l'Europe, plan lancé à hauteur de mille milliards, tout en reconnaissant que c'est insuffisant. Mille milliards de mille sabords ? Sans doute juré le capitaine Haddock. Mille milliards c'est ce qu'on appelle un trillion : c'est 1 000.000.000.000 euros. Oui, un trillion c'est énormément d'argent.

Le serpent qui se mord la queue On observera qu'il est question de «neutralité carbone» et non pas de «décarbonisation». La résolution demande et poursuit la décarbonation du système énergétique de manière à ce que l'Union puisse revenir à zéro émission nette d'ici à 2050 au

plus tard» c'est-à-dire vivre dans un équilibre entre les émissions de carbone et l'absorption desdites émissions par des «puits de carbone». De l'aveu même du Parlement européen, aucun puits de carbone artificiel n'est toutefois en mesure d'éliminer à ce jour le carbone de l'atmosphère à l'échelle nécessaire... Même si on ne le dit pas ouvertement, puisqu'on ne pourra pas capter le carbone, il s'agit donc d'arriver à presque 100% d'énergies renouvelables.

Pour certains, cela signifie même l'exclusion de l'énergie nucléaire, la seule énergie qui a permis de diminuer drastiquement les émissions de CO<sub>2</sub>. Cet aveuglement anti-nucléaire est incompréhensible. Atteindre 0% d'énergie fossile en 2050 qui plus est sans nucléaire relève de l'utopie. En plus, toutes les installations d'énergies renouvelables sont construites à partir de matériaux qui ont été produits eux-mêmes à partir d'énergies fossiles : c'est en quelque sorte le serpent qui se mord la queue.

Il est utile de rappeler que, depuis la crise pétrolière de 1979 déclenchée par l'Iran, les pays de l'OCDE ont abondamment financé la recherche et développement en matière d'énergies renouvelables.

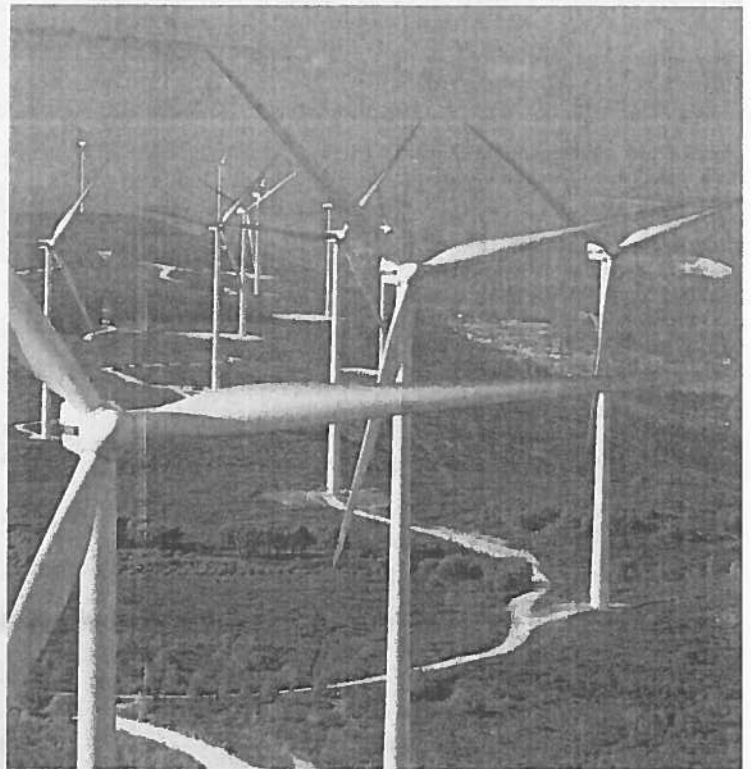
En particulier, l'UE a lancé de nombreux programmes pour mettre au point ces technologies. On doit reconnaître que cela a été un succès car ces nouvelles sources d'énergie sont aujourd'hui bel et bien disponibles. Mais puisque leur utilisation n'est pas rentable, en 2000 on est passé du développement technologique à l'obligation de produire des énergies renouvelables dans le domaine de l'électricité.

En 2009, cette décision a été étendue à toutes les formes d'énergies finales, y compris les biocarburants, une solution fustigée par les écologistes. S'il faut reconnaître que le prix des installations solaires et éoliennes est relativement bon marché, il suffit d'examiner sa facture d'électricité et les données Eurostat pour observer que plus on produit d'électricité «verte» et intermittente, plus la facture d'électricité augmente à cause des coûts engendrés par l'intermittence sur le réseau électrique.

## Des résultats modestes

Le dernier rapport annuel ONU-UNEP, intitulé «Global trends in renewable energy investment», rapporte qu'entre 2010 et 2018 2.600 milliards de dollars ont été dépensés dans le monde pour promouvoir la production d'énergie renouvelable, dont 700 milliards de dollars uniquement par l'UE. On peut estimer que, depuis 2000, c'est bien plus que mille milliards d'euros qui ont été dépensés dans l'UE.

La toute grosse partie de ces financements a été destinée à la production d'énergie éolienne et solaire. Certes, ce



2.600 milliards de dollars ont été dépensés dans le monde pour promouvoir la production d'énergie renouvelable, dont 700 milliards de dollars uniquement par l'UE. © BELGA

«Les énergies éoliennes et solaires ne représentent que 0,3 % de la demande mondiale en énergie primaire».

montant concerne l'ensemble des renouvelables, mais ce rapport UNEP montre bien que 93% des dépenses concerne l'éolien et le solaire.

Est-ce que tout cela a donné des résultats ? Oui, mais modestes. Ainsi, les énergies éoliennes et solaires ne représentent que 0,3 % de la demande mondiale en énergie primaire. La situation dans l'UE est meilleure, avec 2,5 % de la demande en énergie primaire, mais cela reste quand même dérisoire. Si avec mille milliards d'euros on n'est arrivé qu'à 2,5%, comment penser qu'avec 1.000 autres milliards on pourra atteindre 100% ?

Le Parlement européen a raison de dire que les montants évoqués ne seront pas suffisants pour «éliminer progressivement les combustibles fossiles».

Il faudra donc taxer bien plus que ce qui est annoncé. D'autant plus que si on supprime les énergies fossiles, on supprimera aussi les milliards que rapportent les accises sur les produits pétroliers (20 milliards en Belgique en 2018). Il faudra inventer une taxe équivalente sur les énergies renouvelables. Les vendeurs de gilets jaunes vont faire fortune.